



Plus de diversité, moins d'Etat

Des médias libres et indépendants (presse écrite, radio, télévision, internet, médias sociaux) et la concurrence entre les producteurs sont les garants d'une démocratie vivante et intacte. Les interventions de l'Etat et réglementations excessives sont toxiques pour la liberté et la diversité des opinions, car elles génèrent des monopoles. Plus de concurrence, une définition restrictive du service public, plus de transparence et moins de contraintes légales pour les producteurs privés, voilà les principales caractéristiques d'une politique médiatique libérale.

Les soutiens et les subventions étatiques créent la dépendance

Le paysage médiatique évolue sans cesse et avec lui les habitudes des consommateurs. De plus en plus appréciées par le public, les offres gratuites de la presse écrite et sur internet accroissent certes la diversité et la concurrence, mais elles font aussi pression sur les produits médiatiques traditionnels.

On peut regretter cette évolution ou même la condamner comme le font les intellectuels de gauche, mais elle est une réalité. Les généreuses subventions et mesures d'encouragement publiques n'y changent rien, mais renforcent au contraire la dépendance de l'Etat et, en fin de compte, réduisent la diversité des médias, car nombre de producteurs, fidèles à l'adage «le chien ne mord pas la main qui le nourrit», transmettront sans filtre et sans esprit critique les messages de leurs généreux donateurs pour finalement devenir des porte-parole de l'Etat.

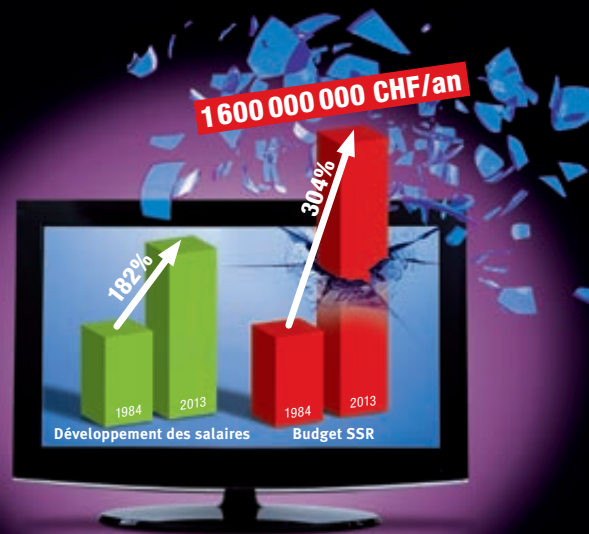
La notion abusive de «service public»

Ce développement ne peut pas seulement être observé dans la presse écrite qui jouit de mesures d'encouragement surannées, mais il est aussi une triste réalité dans le secteur de la radio et de la télévision. Jouissant d'un monopole de fait, la SSR n'a quasiment plus de concurrence grâce à diverses réformes légales. Plus de 92% du produit des redevances de réception lui reviennent. Les Suissesses et les Suisses paient sans doute les taxes radio/TV les plus élevées du monde.

Compte tenu de cette position dominante sur le marché, il n'est pas étonnant que la SSR ait réussi à conforter sa position moyennant les généreuses rentrées dont elle bénéficie.

3 fois plus cher

Les coûts de la SSR, notre télévision d'Etat beaucoup trop chère, ont triplé depuis 1984.



Alors que le budget de la SSR a plus que triplé, il reste de moins en moins d'argent dans le portemonnaie des citoyennes et citoyens. A l'avenir, nous payerons même 1000 francs d'impôt Billag par an!

Donnant une interprétation pour le moins large à la notion de «service public», elle a massivement étendu son offre de programmes, occupant chaque créneau du marché, aussi petit soit-il, pour s'acaparer les auditeurs et téléspectateurs. La SSR exploite aujourd'hui 17 émetteurs de radio et 7 de télévision ainsi que plusieurs sites internet. Aucune autre institution publique d'un pays de taille semblable en Europe ne propose autant de programmes. Cette offre pléthorique ne saurait être expliquée par le seul plurilinguisme suisse. Et voilà que la SSR cherche encore à renforcer sa présence sur internet.

Plus de liberté et d'indépendance dans le secteur des médias

Un paysage médiatique diversifié et indépendant est essentiel au bon fonctionnement de la démocratie. Les lois et les réglementations taillées sur mesure pour la SSR doivent être brisées et révisées. Mais la voie à suivre ne doit pas passer par des redevances obligatoires supplémentaires en faveur des producteurs privés, car cela créerait de nouvelles dépendances par rapport à l'Etat. L'objectif est bien plus d'offrir aux producteurs privés des conditions nettement meilleures. Cela signifie entre autres que les stations de radio et de télévision ne profitant pas des redevances obligatoires doivent être immédiatement libérées du contrôle et de la bureaucratie de l'Etat. Les mesures publiques d'aide à la presse doivent être réduites et non pas étendues. L'interprétation abusive de la notion de service public a trop duré et elle doit cesser. Il s'agit, en partant d'une définition restrictive du service public, de garantir une offre de base, notamment dans le domaine de l'information, alors que les autres offres programmatiques et thèmes doivent être à la libre disposition du marché privé.

Le système dual est la meilleure solution

Le système des redevances doit être modifié de fond en comble. Les redevances de réception radio/TV doivent fortement baisser. La pratique actuelle, qui permet aux stations de droit public d'encaisser aussi bien

des redevances que des recettes publicitaires, doit être remplacée par un dit «système dual»: les stations de droit public continueraient de bénéficier du produit de la redevance, mais elles n'auraient plus le droit de faire de la publicité; celle-ci serait réservée aux producteurs privés qui, en contrepartie, ne participeraient pas aux redevances.

Cette distribution des moyens, soit la redevance aux émetteurs publics et la publicité aux stations privées, est non seulement raisonnable, mais aussi équitable et elle empêche l'émergence d'une position quasi monopolistique. Elle anime la concurrence entre producteurs privés et publics. Les consommateurs jouiront d'une meilleure qualité, d'un plus grand choix et de meilleurs programmes.

Plus de transparence, plus de liberté et moins de redevances

Il serait grand temps aussi d'exiger que la SSR fasse toute la lumière sur ses comptes. Tous les postes de dépense de cette station publique doivent être publiés en détail, car la population a le droit de savoir comment sont utilisées les redevances qu'elle paie. Cette transparence devrait d'ailleurs être la règle pour toutes les institutions étatiques ou paraétatiques. Les sociétés de droit d'auteur comme SUISA, pro Litteris et d'autres sociétés actives dans ce domaine, qui ont reçu trop d'argent dans le passé ou qui, faute d'une base légale claire, n'auraient en fait rien dû recevoir, devraient également être contraintes d'ouvrir complètement leur comptabilité afin d'être contrôlées plus étroitement.

Cette plus grande transparence a encore un autre effet positif: elle réduit les coûts. Par ce biais et aussi par une limitation à l'information de l'offre de base de la radio et de la télévision publiques, on pourrait massivement réduire les redevances exigées par l'Etat. Cette nouvelle conception pourrait en fin de compte être réalisée sans réduction thématique, sans perte de qualité, tout en apportant plus de liberté et en réduisant l'influence de l'Etat – pour une démocratie libre, vivante et forte.

POSITIONS

L'UDC

- s'oppose à l'aide publique aux médias et une nouvelle extension de la SSR, notamment sur internet;
- veut renforcer les entreprises médiatiques privées: les stations de radio et de télévision privées ne bénéficiant pas des redevances doivent être immédiatement libérées du contrôle et de la bureaucratie de l'Etat;
- s'engage pour le système dual: redevances pour les stations de droit public, publicité pour les stations privées. Elle rejette un impôt médiatique prélevé par l'Etat;
- demande une définition restrictive du service public de la radio et de la télévision; le but doit être d'assurer une offre de base, notamment pour l'information, dans les quatre langues nationales;
- exige que les émissions télévisées basées sur la redevance soient produites en Suisse et que le produit des redevances soit dépensé en Suisse;
- demande une baisse massive des redevances de réception et l'abandon du «splitting» (répartition du produit des redevances entre la SSR et des stations privées), la compétence de fixer les redevances doit être donnée au Parlement;
- exige une transparence et une publicité complète des comptes de la SSR selon les émetteurs, les domaines, l'administration, les événements, le marketing, le lobbying, etc. . . ;

POSITIONS

L'UDC

- demande l'interdiction des sondages SSR avant les votations et élections;
- refuse des interdictions publicitaires; tous les produits légalement vendus doivent pouvoir faire l'objet de publicité.

AVANTAGES +

Les avantages que m'apporte cette politique:

- ✓ comme consommateur, un plus grand choix, des programmes de meilleure qualité et une baisse des redevances;
- ✓ comme citoyen responsable, moins de tutelle et de manipulation de l'Etat;
- ✓ comme journaliste, moins d'influence de l'Etat, plus de liberté et d'indépendance;
- ✓ comme chef d'entreprise, des possibilités raisonnables de faire de la publicité pour mes produits à de meilleures conditions.